

Du carburant australien pour le moteur chinois¹ Rémi Perelman, Asie 21-Futuribles, 11/2003

Le fait

Bien que la Chine s'adjuge à l'heure actuelle la 7^è place parmi les producteurs mondiaux de pétrole, l'écart entre la production pétrolière intérieure et la demande locale pourrait se chiffrer d'ici à 2010 à plus de 120 Mt², aussi, depuis 1993, le pays est-il devenu importateur net. Pour assurer la sécurité de l'approvisionnement pétrolier du pays, les groupes pétroliers chinois négocient des contrats avec des pays comme le Venezuela, le Pérou, l'Iran, l'Irak, le Soudan³, l'Indonésie, la Russie, l'Azerbaïdjan ou le Kazakhstan, comme tout grand pays soucieux de diversifier ses sources. Les contrats qui viennent d'être passés, deux années de suite, avec l'Australie paraissent résulter d'une logique plus complexe. Voilà pour le pétrole. Mais en matière de gaz, la Chine s'est dotée depuis peu d'un fournisseur, unique pour l'instant : l'Australie.

En août 2002, premier acte, elle obtenait, par le biais du consortium Northwest Shelf, un énorme marché, d'une valeur estimée entre 11 et 13,5 MM\$ portant sur 3,3 Mt de gaz naturel liquide par an pour une durée de 25 ans. Le second acte s'est joué le 24 octobre 2003. Le Parlement australien recevait, au lendemain de la visite rendue par GW Bush, un président chinois charmeur parlant business, "*Bush came, Hu conquered*" titrait le Financial Review, journal économique conservateur. Hu Jintao avait besoin de confirmer l'établissement récent de liens stables et à long terme avec l'Australie. Les relations entre les deux pays avaient en effet bien besoin d'être améliorées si l'on se rappelle que, depuis les années 50, l'Australie avait continuellement mis l'accent sur le danger d'une Chine rouge. Le Premier ministre australien, John Howard, a expliqué que son pays souhaitait des relations équilibrées avec les Etats-Unis, garants de la sécurité, et la Chine, destinée à devenir le principal partenaire commercial en Asie. Trois sujets ont été abordés : l'énergie, la coopération universitaire et, pour mémoire, Taiwan.

Dans le domaine des ressources énergétiques, un accord-cadre était signée entre les responsables des deux pays, portant l'entrée de *China National Offshore Oil Corporation* dans l'exploitation du gisement gazier de Gorgon dans le nord-ouest australien en vue de la fourniture de gaz naturel liquéfié durant une période de 25 ans pour un montant de 20,7 MM\$. Ce nouvel accord, qui porte sur un montant légèrement supérieur à celui conclu l'an dernier, fait de l'Australie le principal fournisseur de gaz de la Chine. A l'heure actuelle, le gaz est encore sous-exploité en Chine comme source d'énergie propre et alternative : en 1999, il ne s'adjugeait que 2,1 % de la consommation énergétique totale contre 8,8 % en Asie et 24 % dans le monde. Mais, en 2015, selon *Petrochina*, cette part pourrait s'élever à 10 %.

Corrélativement, mais ce point ne sera pas développé, c'est une société australienne qui décrochait, en août 2003, un contrat de livraison de nickel de quelque 90.000 t/an, qui s'ajoutent aux 30.000 t qu'elle fournit déjà. Ce métal est essentiel pour la fabrication de l'acier inoxydable, dont la Chine est le premier consommateur avec 21 % du marché mondial avec un triplement de la consommation en 3 ans. Le gaz naturel liquide et le nickel constituent deux des principales sources de revenus de l'Australie à l'exportation.

En 2003, l'Asie représente près de **60 % des débouchés commerciaux de l'Australie**⁴ et près de la moitié de ses importations (44,7 % en 1999). Cette situation nouvelle s'explique naturellement par la géographie, par la très forte demande de matières premières en Asie et par l'absence de base industrielle véritable en Australie : commercer est d'intérêt mutuel. Dans ce contexte, le commerce sino-australien a triplé en 7 ans (1996-2003) et compte largement dans la prospérité de l'Australie. Devenue son troisième partenaire économique (pour 10 MM\$ en 2002) la Chine pourrait remplacer le premier d'entre eux, le Japon, d'ici à cinq ans.

Il y a plus : **l'Australie investit également dans la formation des futures élites asiatiques**. Elle accueille ainsi dans ses universités plus de 170.000 étudiants asiatiques qui viennent s'initier chez elle aux règles de l'économie de marché et aux technologies nouvelles. Aujourd'hui, 20.000 étudiants chinois fréquentent les universités australiennes, dont une proportion importante venant de

¹ Sources : Le Quotidien du peuple ; Le Monde ; The Age ; The Japan Times ; The Jakarta Post, Sources d'Asie...

² La *EIA (US Energy Information Administration)* prévoit, quant à elle, que la consommation pétrolière chinoise passera de 2000 à 2020 de quelque 4,78 millions de barils par jour à 10,5 millions de barils par jour. La Chine délogera ainsi le Japon de sa place de deuxième consommateur mondial de pétrole, après les Etats-Unis.

³ où la Chine, opérateur, a construit son premier grand champ pétrolier à l'étranger - 10 millions de tonnes -, doté de 1500 km d'oléoducs et, à Khartoum, d'une raffinerie d'une capacité de 2,5 Mt. La production de pétrole brut à l'extérieur du pays est annuellement de 13 Mt, celle de gaz naturel à 800 Mm³ et a obtenu un quota de 5,05 Mt de pétrole.

⁴ Les Accords commerciaux sino-australiens datent de 1973.

Hong Kong, où l'Australie dispose de relais universitaires efficaces. Lors de sa récente visite, Hu Jintao a souhaité augmenter ce nombre, probablement pour diversifier les formations. Par ailleurs, il faut noter que 500.000 Chinois résident déjà d'une manière permanente en Australie, tout comme la diaspora chinoise le fait dans l'ensemble de la région et dans les autres îles du Pacifique.

Le commentaire prospectif

1) La Chine va, sans nul doute, devenir le second consommateur d'hydrocarbures après les Etats-Unis et ce paramètre devrait peser progressivement sur la formulation de sa politique extérieure à long terme. Quatre grands consommateurs vont donc se trouver en concurrence sur ce marché : les Etats-Unis, la Chine, l'Europe et le Japon. Jusqu'à présent, seuls les Etats-Unis ont fait du pétrole un mobile quasiment explicite de leurs interventions politiques avec des conséquences directes (Moyen-Orient...) ou non (refus d'adhérer au Protocole de Kyoto...). Chacun des autres devra donc échapper à la fois, à la mainmise des producteurs, et au contrôle que Washington va resserrer sur ceux-ci.

2) Energie propre et alternative, le gaz a un avenir prometteur en Chine, même s'il reste encore sous-exploité : en 1999, il ne s'adjudageait que 2,1 % de la consommation énergétique totale (8,8 % en Asie, 24 % dans le monde). Mais, en 2015, selon *Petrochina*, cette part devrait s'élever à 10 %. La Chine est consciente des dégâts humains et matériels que provoque la pollution atmosphérique engendrée par l'usage du charbon chargé de soufre. Elle figure, dès juin 1992, parmi les premiers signataires du Protocole de Kyoto. Elle prend le tournant de la croissance intensive dans le cadre du développement durable, au moins au niveau des intentions. Ses immenses réserves, ses importations et le gazoduc Ouest-Est bientôt en service vont lui en donner les moyens.

3) L'économie chinoise n'a pas seulement un immense besoin de carburant mais aussi de matière grise⁵, pour combler le retard provoqué par les séquelles de la Révolution culturelle et rattraper les économies occidentales. Ses étudiants à l'étranger sont, outre les qualifications qu'ils y acquièrent, les futurs liens nécessaires à son développement et à son ouverture sur le monde.

4) Le marché passé avec l'Australie n'est pas seulement un marché de clientèle, mais le renforcement d'une relation plus complexe que le seul rapport commercial :

➤ l'Australie, île-continent pratiquement déserte dans un environnement asiatique densément peuplé, pratique une politique prudente d'immigration sélective, allant chercher les "travailleurs qualifiés" dans son voisinage, malgré les réticences de l'opinion publique. La délocalisation vers l'Australie, qui offre son espace et son régime démocratique aux Asiatiques qui en manquent, pourrait donner lieu à un melting-pot original, comme aux Etats-Unis au 19^e siècle ou, au 20^e, sur la Côte Ouest de l'Amérique du Nord. Après le Japon, longtemps son premier partenaire commercial, l'Australie s'apprête à nouer avec la Chine une alliance qui devrait renforcer son rôle économique et politique dans la région⁶.

➤ bien plus, l'Australie, depuis longtemps cherche à devenir une "nation asiatique". Elle ira, dans cet habit, probablement beaucoup plus loin que dans celui de "Sheriff", que GW. Bush vient de lui attribuer crûment. Au fur et à mesure de son "asianisation", l'Australie, mieux intégrée dans sa région, n'y sera plus seulement le relais des visions et intérêts du Grand frère américain, mais de valeurs nouvelles. L'ANZUS⁷ ayant moins de sens aujourd'hui, l'Asie-Pacifique (plus précisément : la *Pacific Rim*) prendrait alors son plein sens géopolitique. La complexification des relations internationales dans cette région pourrait progresser dans la recherche d'équilibres plus subtils que ceux qui prévalent encore aujourd'hui. Les deux volets selon John Howard (Australie-Etats-Unis-sécurité vs Australie-Chine-commerce) ne devraient pas rester posés longtemps d'une manière aussi simpliste.

⁵ Fin 2000, 380.000 étudiants chinois étaient répartis dans 103 pays (enquête UNESCO). Selon le ministère chinois de l'Education nationale, la RP de Chine a envoyé depuis 1978 environ 460.000 étudiants (premier rang mondial) à l'étranger, dont 150.000 aux Etats-Unis. Au cours des dernières années, c'est en Grande-Bretagne, Australie, Canada, Allemagne et France que l'accroissement de l'effectif étudiant chinois a été le plus rapide, avec un taux de plus de 25 %.

⁶ On pourrait même imaginer que l'installation de cultivateurs venus des provinces chinoises occidentales dans les franges désertiques du pays donne lieu à des expérimentations à avantages mutuels pour les deux pays (cf l'Accord de coopération agricole du 17 mai 1984 et le Protocole-programme de coopération en recherche agronomique pour le développement du 14 septembre 1984). En 1995, une étude réalisée pour le ministère australien des affaires étrangères analysait les facteurs de succès des réseaux chinois de la diaspora en Asie du SE pour en informer les entreprises australiennes (*Overseas Chinese Business Networks in Asia*, citée par le Far Eastern Ec. Rw, repris par Courrier Intl 5-11/10/95).

⁷ Traité de sécurité signé entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis au moment de la guerre de Corée.

Conclusion

La rive ouest de l'Océan Pacifique se structure. Parmi les facteurs d'influence, la Chine se projette largement au delà du rayon de sa diaspora habituelle. Il sera intéressant de suivre les réactions de Washington et de son allié japonais, surtout s'ils y subodorent l'avancée d'un plan stratégique sous les nécessités du commerce et du développement : les experts de la marine américaine estiment que la puissance maritime chinoise pourrait poser des problèmes vers 2020. D'ici là, la Chine aura sans doute mis en place les moyens voulus pour être maîtresse du jeu en mer de Chine méridionale (cf Taiwan) et au delà. L'Australie prend le tournant pour se donner une place et un rôle nouveaux dans la région. Au prix d'un dilemme : le développement de son économie risque de la contraindre à s'ouvrir davantage à une immigration asiatique, mais comment y parvenir sans remettre fondamentalement son identité en question ?